

## ARCHIVES ET DROITS DE L'HOMME

Les nouvelles de la Section des archives et des droits de l'homme  
*Lauréat du Premio Internacional Derechos Humanos 2020 de la Asociación pro  
Derechos Humanos de España*

Numéro 154, octobre 2022 154, octobre 2022

Écrit et compilé par Trudy Huskamp Peterson

### Commentaire

Carburant. Le changement climatique est une question de carburant. Enfin, pas tout à fait, car il y a d'autres causes au changement climatique, mais les combustibles fossiles - en particulier l'extraction et l'utilisation du pétrole, du gaz naturel et du charbon - en sont des éléments clés. Leur combustion libère les gaz à effet de serre qui sont des facteurs de causalité du réchauffement de la planète.

Les informations concernant le changement climatique sont terrifiantes. Dans un rapport publié avant l'actuelle conférence des parties à la convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, l'Organisation météorologique mondiale (OMM) déclare : "Les trois principaux gaz à effet de serre - dioxyde de carbone, méthane et oxyde nitreux - ont tous atteint de nouveaux records en 2021." Il s'agit du "plus grand saut d'une année sur l'autre des concentrations de méthane depuis le début des mesures systématiques il y a près de 40 ans". Selon l'OMM, il est "nécessaire de renforcer le socle d'information sur les gaz à effet de serre sur lequel reposent les décisions relatives aux efforts d'atténuation du changement climatique", et elle a confirmé qu'elle travaillait à l'élaboration d'un "cadre pour une surveillance mondiale durable et coordonnée au niveau international des gaz à effet de serre, y compris la conception de réseaux d'observation, l'échange et l'utilisation au niveau international des observations qui en résultent".

<https://public.wmo.int/en/greenhouse-gas-bulletin>

La fonte des glaciers, l'élévation du niveau des mers entraînant des migrations forcées de populations, l'augmentation de la chaleur sont autant de conséquences des changements à long terme. L'effet prévu sur la santé est radical : le *Rapport 2022 de The Lancet Countdown on Health and Climate Change* a averti que l'insécurité alimentaire fera partie des dommages, car les rendements des cultures sont affectés par le changement des saisons de croissance ; la chaleur aggravera les conditions de santé chroniques ; et les maladies comme le paludisme et la dengue se propageront plus longtemps chaque année.

[https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(22\)01540-9/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(22)01540-9/fulltext)

Et nous sommes encore loin de nous défaire de notre dépendance aux combustibles fossiles, comme le montrent les actions des États-nations. Par exemple, en octobre, Israël et le Liban ont conclu un accord sur une "frontière maritime permanente" qui, selon *AI Monitor*, résout "un différend territorial de longue date sur une zone de 330 miles carrés de la Méditerranée orientale potentiellement riche en gaz". Le Liban a déclaré que la société française Total Energies allait "immédiatement" commencer ses travaux dans les eaux libanaises déclarées. *Crisiswatch* rapporte que le 3 octobre, le Japon "a protesté auprès de la Chine au sujet de l'exploitation du gaz en mer de Chine orientale, dans une zone où Pékin et Tokyo ont convenu en 2008 d'exploiter conjointement les ressources", mais depuis lors,

"la Chine a procédé unilatéralement à l'exploitation et a installé 18 structures." Et au sud, dans la mer de Chine méridionale contestée où plusieurs pays revendiquent des frontières maritimes, une compagnie pétrolière chinoise "a affirmé avoir trouvé le premier champ de gaz "en profondeur" dans la partie occidentale" de la mer.

[https://www.al-monitor.com/originals/2022/10/us-touts-historic-breakthrough-israel-lebanon-maritime-border?utm\\_medium=email&utm\\_campaign=business%20newsletter%20101222%20October%2012%202022%20118&utm\\_content=business%20newsletter%20101222%20October%2012%202022%20118+CID\\_b7cb355f19dab4cffb2b2b16acce207b&utm\\_source=campmgr&utm\\_term=reached%20an%20agreement](https://www.al-monitor.com/originals/2022/10/us-touts-historic-breakthrough-israel-lebanon-maritime-border?utm_medium=email&utm_campaign=business%20newsletter%20101222%20October%2012%202022%20118&utm_content=business%20newsletter%20101222%20October%2012%202022%20118+CID_b7cb355f19dab4cffb2b2b16acce207b&utm_source=campmgr&utm_term=reached%20an%20agreement); <https://www.crisisgroup.org/crisiswatch>

La pression pour réduire l'utilisation des combustibles fossiles s'est concentrée sur les gouvernements, mais à côté de cela, il y a des efforts pour tenir les entreprises de combustibles fossiles responsables du changement climatique. Un essai de Benjamin Bibas dans *justiceinfo.net* a pointé du doigt un rapport de 2017 d'ONG américaines et britanniques selon lequel " 100 entreprises de combustibles fossiles ... sont responsables de 71 % des émissions mondiales depuis 1988, les 25 entreprises les plus polluantes étant responsables de 51 % des émissions ... Les quatre premières places sont occupées par la compagnie pétrolière saoudienne Saudi Aramco, la compagnie chinoise de charbon Shenhua (devenue Chinese Energy en août 2017), la compagnie gazière russe Gazprom, et la compagnie pétrolière nationale iranienne." (Notez les liens de ces entreprises avec les gouvernements). Plusieurs ONGs ont intenté des poursuites contre les entreprises de combustibles fossiles, notamment Shell et Total, arguant à la fois du non-respect des normes internationales de réduction des émissions et les "graves conséquences humanitaires de leur pollution".

<https://www.justiceinfo.net/en/108457-redefiningclimate-justice.html>

[https://climate-laws.org/geographies/france/litigation\\_cases/notre-affaire-a-tous-and-othersv-total](https://climate-laws.org/geographies/france/litigation_cases/notre-affaire-a-tous-and-othersv-total).

La détermination du degré de changement climatique repose sur des données historiques par rapport auxquelles les conditions actuelles peuvent être mesurées. Le Programme des Nations Unies pour l'environnement a reconnu la nécessité et les incertitudes des données historiques, en écrivant dans son récent rapport : "Les inventaires d'émissions historiques et les projections d'émissions des modèles d'évaluation globale intégrée diffèrent et sont associés à des incertitudes".

<https://www.unep.org/resources/emissions-gap-report-2022>.

Mais les données sont ce dont nous disposons pour comprendre le passé récent, et la préservation de ces données est une responsabilité que les archivistes ressentent vivement. La section de l'ICA sur les archives et les droits de l'homme, qui poursuit une étude pour localiser les archives des principales sociétés de combustibles fossiles, trouve ce travail très difficile. La Section des archives d'entreprises de l'ICA ne compte aucun représentant du secteur international des combustibles fossiles. Il est essentiel que les archives de ces entreprises - et pas seulement celles des gouvernements - soient préservées, gérées et mises à disposition de la recherche. Après tout, c'est le travail de ces entreprises qui nous affecte tous - de manière existentielle.

### **Nouvelles de la SAHR.**

La prochaine « Conférence du premier mardi » aura lieu le 6 décembre : Raymond Frogner, le chef des archives du National Centre for Truth and Reconciliation de l'Université du Manitoba, y parlera des dossiers de la Commission de vérité et de réconciliation du Canada. La conférence sera en anglais.

### **Nouvelles internationales.**

Nations Unies. Deux ONGs, le Syria Legal Development Program et l'Observatoire des réseaux politiques et économiques (OPEN), ont examiné les contrats d'approvisionnement de l'ONU en Syrie. En se concentrant sur les 100 principaux fournisseurs privés et mixtes

public-privé de l'ONU, elles ont utilisé les données de la base de données des achats de la Division statistique de l'ONU pour 2019 et 2020, la base de données de l'OPEN de "près de 8 000 individus et entités dans la Syrie tenue par le régime", les répertoires d'entreprises en ligne qui s'appuient sur les "archives du journal officiel", les sites d'information et les médias sociaux. Ils ont constaté que "près de 47 % des fonds alloués à la passation de marchés en Syrie, au cours de la période considérée, ont été attribués à des fournisseurs à risque ou à haut risque", notamment des auteurs de violations des droits de l'homme qui profitent du système, et des personnes et entités sanctionnées pour des violations des droits de l'homme. Ils ont exhorté les États donateurs à associer "une nouvelle exigence de rapport sur la diligence raisonnable en matière de droits de l'homme liée aux opérations d'achat, et à exiger plus de transparence de la part de l'ONU".

[https://storage.googleapis.com/karam\\_viz/karam\\_online\\_publications/SLDP-OPEN%20Report%202022%20UN%20Procurement%20Contracts%20in%20Syria.pdf](https://storage.googleapis.com/karam_viz/karam_online_publications/SLDP-OPEN%20Report%202022%20UN%20Procurement%20Contracts%20in%20Syria.pdf)

L'ONU a publié le rapport d'étape "Every Woman Every Child", qui indique que "la santé des femmes et des enfants a subi des revers dramatiques en raison des facteurs combinés de la pandémie de coronavirus, des conflits armés et du changement climatique. L'insécurité alimentaire, la faim, le mariage des enfants, la violence entre partenaires intimes et la dépression et l'anxiété des adolescents ont tous augmenté" depuis son rapport de 2020. Les données utilisées proviennent de 136 pays à revenu faible ou intermédiaire dont les données étaient disponibles à partir de 2017.

[https://protect.everywomaneverychild.org/?utm\\_source=STAT+Newsletters&utm\\_campaign=cb32f3aa97MR\\_COPY\\_01&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_8cab1d7961-cb32f3aa97-149736437](https://protect.everywomaneverychild.org/?utm_source=STAT+Newsletters&utm_campaign=cb32f3aa97MR_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_8cab1d7961-cb32f3aa97-149736437)

## **Nouvelles mondiales/générales.**

Archives d'entreprises. Marsam, l'un des plus grands raffineurs d'or du Brésil, "a été discrètement retiré par la Responsible Minerals Initiative d'une liste publique de fonderies et de raffineurs réputés suivre les meilleures pratiques d'approvisionnement", a rapporté AP. Une enquête antérieure de l'AP a montré que Marsam "partageait des liens de propriété avec un intermédiaire accusé par les procureurs brésiliens d'avoir acheté de l'or terni provenant de territoires indigènes et d'autres zones protégées, et traitait l'or en son nom". La Responsible Minerals Initiative peut retirer des raffineurs pour diverses raisons, notamment "pour négligence de preuves démontrant que des acteurs de leur chaîne d'approvisionnement ont falsifié des formulaires obligatoires de déclaration d'origine, problème endémique à la frontière de prospection de l'Amazonie." Marsam a déclaré qu'il ferait appel de la radiation.

[https://apnews.com/article/business-caribbean-forests-brazil-sao-paulo-8df9385962106fb5748504193c1d12ae?user\\_email=f553fa26cd5d27697a335ab74e22a11c9b48c47784712d14145ae3c0ed4aad10&utm\\_source=Sailthru&utm\\_medium=email&utm\\_campaign=Oct05\\_MorningWire&utm\\_term=Morning%20Wire%20Subscribers](https://apnews.com/article/business-caribbean-forests-brazil-sao-paulo-8df9385962106fb5748504193c1d12ae?user_email=f553fa26cd5d27697a335ab74e22a11c9b48c47784712d14145ae3c0ed4aad10&utm_source=Sailthru&utm_medium=email&utm_campaign=Oct05_MorningWire&utm_term=Morning%20Wire%20Subscribers)

Une enquête de la BBC a révélé que "les familles déplacées dans les camps syriens mendient des dons sur TikTok tandis que la société prend jusqu'à 70% des recettes." La BBC a suivi 30 comptes TikTok diffusant en direct des camps syriens de personnes déplacées pendant cinq mois et a construit un programme informatique pour en extraire des informations. À titre expérimental, la BBC a envoyé un cadeau de 106 dollars à un prétendu réfugié, et à la "fin du *livestream*, le solde du compte test syrien était de 33 dollars", TikTok ayant pris le reste. Ensuite, 10 % des 33 dollars ont été prélevés par la boutique locale de transfert d'argent et l'intermédiaire de TikTok a pris 35 % du reste, laissant 19 dollars au bénéficiaire du don.

[https://www.bbc.com/news/world-63213567?utm\\_source=SJAC+Weekly+Update&utm\\_campaign=bf46fabdf-](https://www.bbc.com/news/world-63213567?utm_source=SJAC+Weekly+Update&utm_campaign=bf46fabdf-)

"Le cimentier français Lafarge a plaidé coupable devant un tribunal américain d'avoir effectué des paiements à des groupes désignés comme terroristes par les États-Unis, dont l'État islamique, afin que l'entreprise puisse poursuivre ses activités en Syrie", a rapporté *Reuters*. Une enquête française sur ces paiements se poursuit. Pour le contexte, voir *Les nouvelles de la SAHR*, 2022-05, 07.

[https://www.reuters.com/legal/french-cement-maker-lafarge-plead-guilty-us-chargessupporting-islamic-state-2022-10-18/?utm\\_source=SJAC+Weekly+Update&utm\\_campaign=3a6417a4a5-](https://www.reuters.com/legal/french-cement-maker-lafarge-plead-guilty-us-chargessupporting-islamic-state-2022-10-18/?utm_source=SJAC+Weekly+Update&utm_campaign=3a6417a4a5-)

[EMAIL\\_CAMPAIGN\\_2019\\_01\\_10\\_02\\_56\\_COPY\\_01&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_0a7405c641-3a6417a4a5-96428969](mailto:EMAIL_CAMPAIGN_2019_01_10_02_56_COPY_01?utm_medium=email&utm_term=0_0a7405c641-3a6417a4a5-96428969)

Une alliance de journalistes a utilisé les informations recueillies par le Réseau amazonien d'informations socioenvironnementales géoréférencées (RAISG) pour une "analyse géospatiale dans la région amazonienne permettant d'analyser l'ampleur du "chevauchement" entre les territoires autochtones et les terres situées dans des blocs de production pétrolière commerciale. Ils ont constaté que "1 647 territoires indigènes et 52 zones protégées sont affectés par l'empiètement des lots pétroliers en Bolivie, en Équateur et au Pérou. Dans le cas de la Colombie, bien qu'aucune zone protégée ne coïncide avec les champs pétroliers, 70 réserves forestières en Amazonie sont touchées", rapporte *Mongabay*.

<https://news.mongabay.com/2022/10/in-the-western-amazon-oil-blocks-eat-away-at-indigenous-lands-protected-areas/> ; pour les données <https://www.raisg.org/en/>

Citoyenneté. "L'Espagne a adopté une loi accordant la citoyenneté aux petits-enfants des personnes exilées sous la dictature de Francisco Franco", rapporte le *Guardian*. "La loi concerne également les descendants des femmes qui ont perdu leur citoyenneté par défaut en épousant des non-Espagnols." Les archives seront déterminantes : "Les demandeurs devront présenter une preuve de leur filiation et devront également démontrer que leurs ancêtres fuyaient les persécutions politiques." Pas moins de 700 000 personnes pourraient être éligibles à la citoyenneté espagnole en vertu de la loi ; l'offre prend fin en octobre 2024.

<https://www.theguardian.com/world/2022/oct/27/spains-new-citizenship-law-for-franco-exiles-offers-hope-in-latin-america>

Défenseurs des droits de l'homme. Depuis 2015, l'ONG Business & Human Rights Resource Centre suit les attaques contre les défenseurs des droits de l'homme qui se concentrent sur les activités des entreprises. Au 26 octobre, la base de données contient des informations sur 4 295 attaques, y compris les « SLAPP » (poursuites stratégiques contre la participation publique). "La collecte de données sur les attaques contre ces défenseurs est importante pour comprendre l'ampleur de ce problème, identifier les secteurs et les zones d'activité à plus haut risque, plaider pour la responsabilisation et la réparation des préjudices ainsi que pour des pratiques plus respectueuses des droits, et renforcer le soutien aux défenseurs victimes d'attaques."

<https://www.businesshumanrights.org/en/from-us/human-rights-defenders-database/>

Migration. Selon les chiffres publiés par le service américain des douanes et de la protection des frontières, au cours de l'année se terminant le 30 septembre, les personnes tentant d'entrer aux États-Unis à la frontière avec le Mexique ont été "arrêtées 2,38 millions de fois, soit une augmentation de 37 % par rapport aux 1,73 million de l'année précédente", selon *AP*.

[https://apnews.com/article/biden-mexico-us-customs-and-border-protection-cubaimmigration-8fbba5bde9afca3f404eaa96bcfd136a?utm\\_source=substack&utm\\_medium=email](https://apnews.com/article/biden-mexico-us-customs-and-border-protection-cubaimmigration-8fbba5bde9afca3f404eaa96bcfd136a?utm_source=substack&utm_medium=email)

Vie privée. La CNIL, l'organisme français chargé de la protection de la vie privée, a infligé une amende de 20 millions d'euros à Clearview AI pour ne pas avoir "répondu à une

injonction de la CNIL de l'année dernière... de mettre fin à son traitement illégal des informations concernant des citoyens français et de supprimer leurs données", rapporte *TechCrunch*. Clearview AI est "une entreprise controversée spécialisée dans la reconnaissance faciale, qui récupère des selfies et d'autres données personnelles sur Internet sans le consentement des personnes concernées, afin d'alimenter un service de comparaison d'identité basé sur l'IA qu'elle vend notamment aux forces de l'ordre".

<https://techcrunch.com/2022/10/20/clearview-ai-fined-in-france/>

**Archives religieuses.** Le Vatican a confirmé un rapport des médias néerlandais selon lequel, en 2020, il avait secrètement sanctionné l'évêque Carlos Ximenes Belo, "héros vénéré de l'indépendance du Timor oriental", pour inconduite sexuelle, selon *AP*. Après avoir quitté le Timor, Belo a vécu au Portugal et au Mozambique. Le bureau du procureur général du Portugal a confirmé qu'une enquête était également en cours sur une éventuelle dissimulation par l'Église de prêtres ayant commis des abus sexuels au Mozambique. Au début du mois d'octobre, les dirigeants de l'Église catholique du Portugal ont présenté leurs excuses "pour le mal causé par des décennies d'abus présumés et de dissimulation - le nombre actuel est estimé à environ 400 cas" dans le pays, nombre qu'un "comité laïc chargé d'examiner les cas historiques d'abus sexuels commis par l'Église" a identifié depuis le début de ses travaux en janvier. "Les Nations Unies et les défenseurs des victimes ont demandé au [pape] François d'autoriser une enquête sur les circonstances entourant la retraite de Belo en 2002, alors qu'il était à 20 ans de l'âge normal de la retraite, et sur les raisons pour lesquelles il a été envoyé au Mozambique." Les archives de l'Église sont essentielles pour toutes ces enquêtes.

<https://www.msn.com/enus/news/world/portugal-abuse-cases-mount-amid-questions-over-nobel-bishop/AA12xnKw?ocid=winp2sv1plustaskbarhover&cvid=230bef1164bd41dea50d5082e32f144e>

**Esclavage.** Michael Bennet, un historien collaborant avec la Bank of England Museum and Archive, a publié un essai sur l'enquête concernant "les liens de la Banque avec l'esclavage historique et le colonialisme". L'implication de la Banque dans deux plantations de sucre à Grenade a constitué un "domaine clé" de la recherche : les procès-verbaux de la Cour des directeurs, instance dirigeante de la Banque, "fournissent des indications utiles sur les décisions prises par les gestionnaires de la Banque" et les documents relatifs à la gestion des plantations par la Banque comprennent un document "énumérant les 599 hommes et femmes réduits en esclavage sur les plantations lorsque la Banque a pris possession" des propriétés.

[https://www.bankofengland.co.uk/museum/online-collections/blog/a-story-of-archival-discovery?fbclid=IwAR2oAOfoF9tvg9NOsGsSCU8rzOo4ctQ5TY2ipd8Yn\\_bwD\\_FQsVe\\_zKpEi4](https://www.bankofengland.co.uk/museum/online-collections/blog/a-story-of-archival-discovery?fbclid=IwAR2oAOfoF9tvg9NOsGsSCU8rzOo4ctQ5TY2ipd8Yn_bwD_FQsVe_zKpEi4)

## **Nouvelles bilatérales et multilatérales.**

**Afghanistan/Australie.** L'ancien avocat militaire australien David McBride est "poursuivi pour avoir prétendument divulgué à l'ABC une cache de documents qui ont alimenté une série sur les crimes de guerre présumés en Afghanistan et ont conduit à une descente très médiatisée de la police fédérale dans les bureaux de l'ABC à Sydney en 2019", rapporte le *Guardian*. La tentative de ses avocats de le faire bénéficier de la protection des lanceurs d'alerte a échoué lorsque le gouvernement a refusé que des documents classés secret défense soient utilisés dans cette affaire. Le rapport Bereton de 2021, qui a trouvé "des preuves crédibles de crimes de guerre commis par les forces spéciales australiennes pendant leur service en Afghanistan", résulte en partie des allégations de McBride. Pour le contexte, voir *Les nouvelles de la SAHR 2021-12*.

<https://www.theguardian.com/law/2022/oct/27/david-mcbride-afghanistan-alleged-war-crime-whistleblower>

**Albanie/Iran.** Un groupe de pirates iraniens appelé "Homeland Justice" a publié sur *Telegram* des informations prétendument liées à des personnes figurant dans la base de

données de la police nationale albanaise, notamment des photos des individus, "leurs numéros d'identification, leurs noms et prénoms, les noms de leurs pères, leurs dates de naissance, leurs villes de naissance et leur nationalité", d'après *BIRN*. L'Albanie "accueille un groupe de dissidents iraniens en exil" et les relations entre les deux pays sont tendues. <https://balkaninsight.com/2022/10/03/iranian-hackers-leak-database-of-albanian-criminal-suspects/>

Algérie/France. En 2020, la France a rendu à l'Algérie "les crânes de 24 personnes prises comme trophées pendant la brutale domination coloniale française", selon le *New York Times*. Les restes étaient présentés comme ceux de "résistants" ayant combattu la domination française. Or, des documents du gouvernement français et du Musée de l'Homme, qui détenait les crânes, "montrent que si six des crânes restitués sont ceux de résistants, les autres ne le sont pas ou sont d'origine incertaine". <https://historynewsnetwork.org/article/184252>

Argentine/Nicaragua. Le ministère argentin de la justice a ouvert une enquête pour déterminer si le président du Nicaragua, Daniel Ortega, et les membres de son cercle politique ont commis des crimes contre l'humanité, rapporte *Confidencial*. L'affaire a commencé par une plainte déposée par deux avocats argentins sur la base du principe de compétence universelle reconnu par la Constitution argentine. La plainte cite une série de rapports de la Commission interaméricaine des droits de l'homme, du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, d'Amnesty International, du Centre d'études juridiques et sociales, de la Fédération internationale des droits de l'homme, du Centre nicaraguayen des droits de l'homme et du Groupe interdisciplinaire d'experts indépendants pour le Nicaragua, qui "indiquent une série d'étapes dans la stratégie répressive du régime Ortega, qui a fait au moins 355 personnes assassinées dans ce pays, un millier de prisonniers politiques et plus de 100000 Nicaraguayens en exil". <https://www.confidencial.digital/english/argentine-justice-opens-investigation-on-crimes-against-humanity-innicaragua/>

Arménie/Azerbaïdjan. Bellingcat, groupe de journalisme d'investigation, a analysé une vidéo de ce qui semble une exécution de soldats arméniens par des troupes azerbaïdjanaises, a pu localiser le lieu où le tournage a été effectué et identifier "plusieurs éléments de preuve qui confirmeraient" la date et l'heure auxquelles le film a été tourné. Le ministère arménien des affaires étrangères a déclaré qu'il "déposerait une plainte auprès de la Cour pénale internationale [...] en ce qui concerne les images montrant l'exécution extrajudiciaire de prisonniers". Les avocats représentant certaines des victimes identifiées dans la vidéo ont "saisi la Cour européenne des droits de l'homme afin de protéger les droits des militaires". <https://www.bellingcat.com/news/2022/10/20/an-execution-near-sev-lake-armenia-azerbaijan/>

Guerres des Balkans. Le Centre kosovar de réhabilitation des victimes de la torture (KRCT) a publié des recherches révélant que "la moitié des 900 cas d'abus sexuels que le KRCT a documentés ont été commis dans ce qu'il appelle des "maisons du viol", où les femmes étaient temporairement détenues pour être agressées, et que dans 621 cas, elles ont été abusées sexuellement par plus d'un agresseur", a rapporté *BIRN*. KRCT a déclaré que ses "données sont publiques sous forme de statistiques et qu'elles peuvent être utilisées pour l'accès à la justice." La Commission du gouvernement du Kosovo chargée de reconnaître et de vérifier les survivants de violences sexuelles pendant la guerre a reçu plus de 1 200 demandes, dont plus de 900 émanant de personnes officiellement reconnues comme des survivantes. <https://balkaninsight.com/2022/10/26/rape-used-as-weapon-during-kosovo-war-says-ngo>

Chine/Royaume-Uni. Les ONG Global Legal Action Network et World Uyghur Congress ont intenté une action en justice contre le gouvernement britannique "pour contester son incapacité à lutter contre les importations au Royaume-Uni de coton ouïgour obtenu par travail forcé ". Les ONG ont fait valoir que la loi de 1897 sur les biens fabriqués en prison

"interdisant l'importation de biens fabriqués en prison est violée", entre autres lois citées. Pour le contexte, voir *Les nouvelles de la SAHR* 2021-11, 12.

<https://www.glanlaw.org/uyghur-forced-labour-ukaction>

El Salvador/Pays-Bas. Le ministre de la Défense du Salvador au début des années 1980 et l'ancien directeur de la police du Trésor ont été arrêtés pour leur responsabilité présumée dans le meurtre de quatre journalistes néerlandais en 1982, d'après *El Faro*. L'arrestation de deux anciens colonels et d'un sergent a également été ordonnée. L'un des colonels, qui vit maintenant aux États-Unis, a été interviewé par des journalistes néerlandais en 2018; leur reportage "a révélé des documents secrets de l'ONU dans lesquels il [le colonel] partageait des informations sur l'opération avec des commandants et le conseiller militaire américain Bruce Hazelwood." Pour le contexte, voir *SAHR News* 2018-09

[https://elfaro.net/en/202210/el\\_salvador/26431/Top-Former-Military-Officers-Arrested-for-1982-Murder-of-Four-Dutch-Journalists.htm?utm\\_source=DB+El+Faro\\_English&utm\\_campaign=e52b33034d-EMAIL\\_CAMPAIGN\\_2020\\_04\\_22\\_01\\_08\\_COPY\\_01&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_3ec9190c89-e52b33034d-363082696](https://elfaro.net/en/202210/el_salvador/26431/Top-Former-Military-Officers-Arrested-for-1982-Murder-of-Four-Dutch-Journalists.htm?utm_source=DB+El+Faro_English&utm_campaign=e52b33034d-EMAIL_CAMPAIGN_2020_04_22_01_08_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_3ec9190c89-e52b33034d-363082696)

Israël/Palestine/Royaume-Uni. Munib al-Masri, un Palestinien de 88 ans, soutenu par les célèbres avocats internationaux spécialisés dans les droits de l'homme Luis Moreno Ocampo et Ben Emmerson, demande au gouvernement britannique une indemnisation pour les crimes de guerre présumés commis par les forces britanniques pendant la période du mandat du Royaume-Uni en Palestine, selon *BBC News*. Al-Masri a été blessé pendant le conflit de cette époque. "La pétition, qui comprend un dossier de 300 pages de preuves, demande une reconnaissance et des excuses officielles pour les abus commis pendant la période du mandat britannique en Palestine, de 1917 à 1948." Le ministère britannique de la Défense a promis que "toute preuve fournie serait 'examinée de manière approfondie'". L'Imperial War Museum de Londres détient des récits oraux de soldats et d'officiers de police britanniques ayant servi en Palestine, dont certains "détaillent des récits de raids 'punitifs', l'utilisation de boucliers humains et la torture".

<https://www.bbc.com/news/world-middle-east-63145992>

Amérique latine. Un groupe de pirates informatiques connu sous le nom de Guacamaya a divulgué "près de 10 téraoctets de courriels provenant d'organisations militaires et policières de divers pays d'Amérique centrale et du Sud, dont un provenant de l'état-major conjoint (EMCO) des forces armées chiliennes". Amnesty International a déclaré que les documents obtenus par le collectif Guacamaya "ont révélé la surveillance des activités des organisations de la société civile, dont Amnesty International, par les militaires pour l'instant au Mexique et au Pérou, ce qui montre la détérioration du respect des droits humains".

[https://www.amnesty.org/en/latest/news/2022/10/americas-military-monitoring-human-rights/?utm\\_source=substack&utm\\_medium=email](https://www.amnesty.org/en/latest/news/2022/10/americas-military-monitoring-human-rights/?utm_source=substack&utm_medium=email)

<https://nationworldnews.com/who-is-behind-guacamaya-the-group-of-hackers-who-claimed-to-have-attacked-the-joint-chiefs-of-staff-nation-world-news/>

Îles Marshall/États-Unis. "Les problèmes de santé et d'environnement persistent des décennies après que les États-Unis ont fait exploser 67 bombes nucléaires dans les îles Marshall", rapporte *Geneva Solutions*. Les Îles Marshall ont soumis une proposition au Conseil des droits de l'homme, demandant au Haut-Commissariat aux droits de l'homme de "fournir une assistance technique à la Commission nucléaire nationale des Îles Marshall dans ses efforts pour poursuivre la 'justice nucléaire' ainsi que la 'justice transitionnelle' et de soumettre un rapport au Conseil en septembre 2024." La proposition a été soutenue par l'Australie, Fidji, Vanuatu, Samoa et Nauru et contrée par les États-Unis, la Chine, le Royaume-Uni et la Russie. En fin de compte, le Conseil a "demandé au Haut-Commissariat de préparer un rapport sur les défis et les obstacles à la pleine réalisation et à la jouissance des droits de l'homme du peuple des Îles Marshall, conséquence de l'héritage nucléaire de l'État". La Commission nucléaire nationale contrôle l'accès aux dossiers du Tribunal des réclamations

nucléaires des îles, dont des copies sont conservées en lieu sûr aux Archives fédérales suisses et aux Archives municipales de Gérone, en Espagne.

<https://genevasolutions.news/climate-environment/marshall-islands-takes-us-nuclear-legacy-to-the-human-rights-council>

<https://www.ohchr.org/en/press-releases/2022/10/human-rights-council-concludes-fifty-first-regular-session-after-adopting-41>

**Guerre au Moyen-Orient.** L'ONG Syria Justice and Accountability Centre (SJAC) a publié un document intitulé "Missed Opportunities : Searching for the Missing while Prosecuting ISIS" (Occasions manquées : la recherche du disparu dans les poursuites contre ISIS). SJAC y présente "une vue d'ensemble de ce qu'elle a appris du procès" de deux des quatre membres du célèbre groupe des "Beatles" d'ISIS et par "des entretiens ultérieurs avec des témoins afin de montrer comment les preuves découvertes à des fins de responsabilité peuvent être pertinentes pour les enquêtes sur les personnes disparues." Le procès a fourni des informations sur 18 sites de détention distincts ; "l'emplacement des centres de détention est au cœur des enquêtes du SJAC sur les personnes disparues." Le procès a également fourni des informations sur les modes de transfert des détenus et les lieux d'exécution et de sépulture.

<https://syriaaccountability.org/missed-opportunities/>

Le SJAC a également publié "Hunting the Wounded" (La chasse aux blessés), un rapport d'enquête sur un type d'attaque dans lequel "le gouvernement syrien et les forces alliées" ont frappé un premier lieu, puis l'hôpital où les blessés de l'attaque initiale ont été transportés. "Le SJAC a découvert des documents du gouvernement syrien décrivant l'utilisation de frappes séquentielles au début du conflit. Ces documents illustrent le développement intentionnel de cette tactique en tant que pratique systématique employée par les forces gouvernementales." SJAC a utilisé sa base de données pour identifier les hôpitaux frappés, puis a "vérifié qu'une attaque préliminaire avait eu lieu avant l'attaque de l'hôpital et a géolocalisé la première attaque pour confirmer qu'elle s'était produite près de l'hôpital en question".

[https://syriaaccountability.org/hunting-the-wounded/?utm\\_source=SJAC+Weekly+Update&utm\\_campaign=3a6417a4a5-EMAIL\\_CAMPAIGN\\_2019\\_01\\_10\\_02\\_56\\_COPY\\_01&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_0a7405c641-3a6417a4a5-96428969](https://syriaaccountability.org/hunting-the-wounded/?utm_source=SJAC+Weekly+Update&utm_campaign=3a6417a4a5-EMAIL_CAMPAIGN_2019_01_10_02_56_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_0a7405c641-3a6417a4a5-96428969)

[EMAIL CAMPAIGN 2019 01 10 02 56 COPY 01&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_0a7405c641-3a6417a4a5-96428969](https://syriaaccountability.org/hunting-the-wounded/?utm_source=SJAC+Weekly+Update&utm_campaign=3a6417a4a5-EMAIL_CAMPAIGN_2019_01_10_02_56_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_0a7405c641-3a6417a4a5-96428969)

**Corée du Sud/États-Unis.** Le 29 septembre, la Cour suprême de Corée "a confirmé une décision antérieure selon laquelle chacune des femmes ayant travaillé dans les maisons closes mises en place pour les soldats américains" pendant le conflit coréen des années 1940 devait être indemnisée à hauteur de 3 à 7 millions de wons, rapporte *Yahoo News*. "Le verdict a également confirmé l'existence des maisons closes installées dans les camps militaires américains en Corée il y a 65 ans". L'ONG Camptown Women's Human Rights Coalition a été créée en 2012 pour défendre les "victimes du commerce sexuel de Camptown géré par l'État." On ne sait pas quelles preuves seront exigées pour l'indemnisation.

[https://news.yahoo.com/supreme-court-rules-korean-comfort-](https://news.yahoo.com/supreme-court-rules-korean-comfort-222016308.html?guccounter=1&guce_referrer=aHR0cHM6Ly93d3cuZ29vZ2xlLmNvbS8&guce_referrer_sig=AQAAAC5GkvOPt6OgE6q3EyYTuKPJn69aFR4p_DFnlEIE6e6t_oSmRWQYswNRUR5eA_a3nAg5mAG6q-cn6fOZeMBk94IUrM_Hvs4JeA9IGpp3CGwzQKZ6LIWOyALvaMjz_2o2_WH1VaDMEV7NflnWibggiiWODYAyravAcaqvJTqD8vKo)

[222016308.html?guccounter=1&guce\\_referrer=aHR0cHM6Ly93d3cuZ29vZ2xlLmNvbS8&guce\\_referrer\\_sig=AQAAAC5GkvOPt6OgE6q3EyYTuKPJn69aFR4p\\_DFnlEIE6e6t\\_oSmRWQYswNRUR5eA\\_a3nAg5mAG6q-cn6fOZeMBk94IUrM\\_Hvs4JeA9IGpp3CGwzQKZ6LIWOyALvaMjz\\_2o2\\_WH1VaDMEV7NflnWibggiiWODYAyravAcaqvJTqD8vKo](https://news.yahoo.com/supreme-court-rules-korean-comfort-222016308.html?guccounter=1&guce_referrer=aHR0cHM6Ly93d3cuZ29vZ2xlLmNvbS8&guce_referrer_sig=AQAAAC5GkvOPt6OgE6q3EyYTuKPJn69aFR4p_DFnlEIE6e6t_oSmRWQYswNRUR5eA_a3nAg5mAG6q-cn6fOZeMBk94IUrM_Hvs4JeA9IGpp3CGwzQKZ6LIWOyALvaMjz_2o2_WH1VaDMEV7NflnWibggiiWODYAyravAcaqvJTqD8vKo)

**Syrie/Turquie.** Entre février et août, Human Rights Watch a interrogé 47 réfugiés syriens en Turquie, dont 37 ont ensuite été expulsés vers le nord de la Syrie. Tous sauf deux avaient un "permis de protection temporaire turc" donnant accès aux services de base. "Tous ont dit avoir été expulsés avec des dizaines, voire des centaines d'autres personnes. Tous ont dit avoir été contraints de signer des formulaires soit dans des centres d'expulsion, soit à la frontière avec la Syrie. Ils ont dit que les fonctionnaires ne leur ont pas permis de lire les formulaires ; " ils ont compris qu'en les signant, ils acceptaient un rapatriement volontaire. "Beaucoup ont dit avoir vu des fonctionnaires turcs frapper d'autres hommes qui avaient initialement refusé de

signer, de sorte qu'ils ont estimé qu'ils n'avaient pas le choix." Un responsable turc a qualifié les allégations de retour forcé de "sans fondement".

[https://www.hrw.org/news/2022/10/24/turkey-hundreds-refugees-deported-syria?utm\\_source=SJAC+Weekly+Update&utm\\_campaign=bef9fc09ab-EMAIL\\_CAMPAIGN\\_2019\\_01\\_10\\_02\\_56\\_COPY\\_01&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_0a7405c641-bef9fc09ab-90540617](https://www.hrw.org/news/2022/10/24/turkey-hundreds-refugees-deported-syria?utm_source=SJAC+Weekly+Update&utm_campaign=bef9fc09ab-EMAIL_CAMPAIGN_2019_01_10_02_56_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_0a7405c641-bef9fc09ab-90540617)

Guerre en Ukraine. La Commission internationale indépendante d'enquête sur l'Ukraine a déclaré à l'Assemblée générale des Nations unies que, sur la base de ses enquêtes dans les régions de Kiev, Tchernihiv, Kharkiv et Sumy, il existe "des motifs raisonnables de conclure qu'une série de crimes de guerre et de violations des droits de l'homme et du droit humanitaire international ont été commis en Ukraine". La Commission a documenté "des attaques au cours desquelles des armes explosives ont été utilisées sans discernement dans des zones peuplées", ainsi que "des schémas d'exécutions sommaires, de détentions illégales, de tortures, de mauvais traitements, de viols et d'autres violences sexuelles commis." La Commission a interrogé 191 victimes et témoins, "consulté un grand nombre de documents et de rapports" et a déclaré qu'elle "cherchera à contribuer à l'identification des responsables." Elle a trouvé deux cas de crimes de guerre commis par les forces ukrainiennes qui ont abusé de prisonniers de guerre russes, mais les forces russes étaient responsables de la plupart des violations.

<https://www.ohchr.org/en/press-releases/2022/10/un-commission-has-found-array-war-crimes-violations-human-rights-and>

L'UNESCO a déclaré qu'en septembre, elle "a vérifié les dommages causés à 196 sites depuis le 24 février... dont 82 sites religieux, 13 musées, 37 bâtiments historiques, 36 bâtiments dédiés à des activités culturelles, 18 monuments et 10 bibliothèques", selon *Art News*.

[https://news.artnet.com/art-world/ukraine-museums-pillaged-annexation-2184617?utm\\_content=from\\_&utm\\_source=Sailthru&utm\\_medium=email&utm\\_campaign=US%20AM%2010%2F4&utm\\_term=US%20Daily%20Newsletter%20%5BMORNING%5D](https://news.artnet.com/art-world/ukraine-museums-pillaged-annexation-2184617?utm_content=from_&utm_source=Sailthru&utm_medium=email&utm_campaign=US%20AM%2010%2F4&utm_term=US%20Daily%20Newsletter%20%5BMORNING%5D)

*AP* et *Frontline* ont produit un reportage sur la responsabilité du général de division russe Alexander Chaiko dans la violence stratégique en Ukraine. Un avocat international spécialisé dans les droits de l'homme à Londres "a déclaré que les preuves recueillies par *AP* et *Frontline* étaient suffisantes pour justifier une enquête sur Chaiko auprès de la Cour pénale internationale". Le rapport montre les divers documents (cartes, appels téléphoniques interceptés, ordres militaires, photographies, interviews) qui, ensemble, constituent les bases d'un dossier juridique.

[https://apnews.com/article/russia-ukraine-kyiv-europe-middle-east-government-and-politics-e3756976cf33cf5de29aa62d61ea7eb6?utm\\_source=homepage&utm\\_medium=TopNews&utm\\_campaign=position\\_08](https://apnews.com/article/russia-ukraine-kyiv-europe-middle-east-government-and-politics-e3756976cf33cf5de29aa62d61ea7eb6?utm_source=homepage&utm_medium=TopNews&utm_campaign=position_08)

Le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH) a annoncé que, du 24 février au 31 octobre, il avait "enregistré 16 295 victimes civiles dans le pays: 6 430 tués et 9 865 blessés". La plupart des victimes civiles "ont été causées par l'utilisation d'armes explosives ayant des effets sur une vaste zone, notamment des tirs d'artillerie lourde, des systèmes de lance-roquettes multiples, des missiles et des frappes aériennes". Le HCDH estime que les chiffres réels sont considérablement plus élevés, car la réception des informations en provenance de certains endroits où se déroulent des hostilités intenses a été retardée et de nombreux rapports sont encore en attente de corroboration." <https://www.ohchr.org/en/news/2022/10/ukraine-civilian-casualty-update-31-october-2022>

Selon Bellingcat, "malgré des centaines d'images et de vidéos de source ouverte montrant le vol et l'impact mortel des missiles de croisière" qui ont frappé les villes ukrainiennes les 10 et 11 octobre, on ne savait pas grand chose sur "qui précisément était responsable de la définition de leurs cibles et de la programmation de leurs trajectoires de vol". C'est alors que Bellingcat, *The Insider* et *Der Spiegel* ont enquêté. Ils ont identifié un "groupe de douzaines d'ingénieurs militaires ayant une formation et une expérience professionnelle dans la programmation des missiles". Les

métadonnées téléphoniques montrent que les contacts entre ces personnes et leurs supérieurs se sont intensifiés peu de temps avant de nombreuses frappes de missiles de croisière russes de haute précision". Les chercheurs ont également identifié deux endroits où travaillent les membres du groupe.

<https://www.bellingcat.com/news/uk-and-europe/2022/10/24/the-remote-control-killers-behind-russias-cruise-missile-strikes-on-ukraine/>

## **Nouvelles nationales**

**Albanie.** Un projet de loi approuvé par la commission des affaires juridiques du Parlement prévoit la déclassification des documents de l'ancienne Direction de la sécurité d'Etat (1944-1991) "sauf dans les cas impliquant la sécurité nationale ou les relations entre l'Albanie et d'autres Etats", rapporte BIRN. Toutefois, les dispositions qui donneraient à quiconque le droit de demander une copie de ces documents et qui obligerait chaque institution publique à publier une liste de tous les anciens documents de la Sécurité d'État qu'elle possède ont été rejetées.

<https://balkaninsight.com/2022/10/10/albania-moves-towards-declassifying-communist-era-security-files/>

La Cour européenne des droits de l'homme a jugé injuste la révocation en 2020 de l'ancien procureur général Besnik Cani "par un organe de contrôle mis en place pour contrôler les fonctionnaires judiciaires afin de déceler d'éventuels signes de corruption". La Cour a estimé que "l'un des membres de l'organe d'appel qui a statué sur son cas avait falsifié des documents afin d'obtenir son poste", rapporte BIRN.

<https://balkaninsight.com/2022/10/04/sacked-prosecutor-wins-european-court-case-against-albania/>

**Brésil.** Selon l'ONG Brazilian Forum on Public Safety, la police a tué 6 145 personnes l'année dernière, soit une moyenne de près de 17 par jour et près du triple du total de 2013, a rapporté le Los Angeles Times. "Les Noirs représentent 55 % de la population brésilienne, mais 84 % des personnes que la police a tuées l'an dernier".

[https://www.latimes.com/world-nation/story/2022-10-01/brazil-police-killings?emci=57644187-f643-ed11-b495-002248258d38&emdi=ccee2cfc-f743-ed11-b495-002248258d38&ceid=9780675&utm\\_source=substack&utm\\_medium=email](https://www.latimes.com/world-nation/story/2022-10-01/brazil-police-killings?emci=57644187-f643-ed11-b495-002248258d38&emdi=ccee2cfc-f743-ed11-b495-002248258d38&ceid=9780675&utm_source=substack&utm_medium=email)

**République centrafricaine.** La Cour pénale spéciale, un tribunal hybride composé de juges centrafricains et internationaux créé avec le soutien de l'ONU en 2015, a rendu son premier verdict, rapporte justiceinfo.net. Elle a déclaré trois anciens membres d'un groupe armé centrafricain coupables de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre commis en 2019. Le dossier judiciaire documentant les événements est une source importante pour comprendre ces crimes qui autrement ne seraient probablement pas documentés; la protection des archives judiciaires est une tâche essentielle.

<https://www.justiceinfo.net/en/108356-central-african-republic-special-criminal-court-first-judgment.html>

**Équateur.** Le gouvernement a conclu 218 accords avec les communautés indigènes, d'après *Reuters*. Parmi ceux-ci figurent un moratoire sur 15 autorisations de blocs pétroliers et la suspension de "l'octroi de certaines concessions minières jusqu'à l'adoption d'une loi établissant une consultation préalable et informée des communautés vivant à proximité".

<https://www.usnews.com/news/world/articles/2022-10-14/ecuadors-government-indigenous-groups-reach-agreements-following-talks>

**El Salvador.** Le médiateur des droits de l'homme a publié un rapport révélant que depuis le 27 mars, date à laquelle le gouvernement a proposé un "état d'exception" suspendant les droits d'association et de défense juridique et autorisant l'interception des communications sans mandat, son bureau a reçu 3 777 plaintes pour violations des droits de l'homme, d'après *Crisiswatch*.

<https://www.crisisgroup.org/crisiswatch>

Des documents de police ayant fait l'objet d'une fuite montrent que le gouvernement a libéré de prison le chef de gang MS-13 Elmer Canales Rivera en novembre 2021, alors

qu'il avait été condamné en 2020 à plus de quatre décennies de prison. Le collectif Guacamaya a piraté des courriels, des dossiers de police et des rapports de renseignement pénitentiaire de la police nationale civile, qu'*El Faro* a ensuite obtenus, fournissant les détails de la libération illégale. Pour les éléments de contexte, voir SAHR News 2022-07.

[https://elfaro.net/en/202210/el\\_salvador/26446/Police-Documents-Prove-Illegal-Release-of-MS-13-Leader-in-El-Salvador.htm?utm\\_source=DB+El+Faro\\_English&utm\\_campaign=59db64d6d8-EMAIL\\_CAMPAIGN\\_2020\\_04\\_22\\_01\\_08\\_COPY\\_01&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_3ec9190c89-59db64d6d8-363082696](https://elfaro.net/en/202210/el_salvador/26446/Police-Documents-Prove-Illegal-Release-of-MS-13-Leader-in-El-Salvador.htm?utm_source=DB+El+Faro_English&utm_campaign=59db64d6d8-EMAIL_CAMPAIGN_2020_04_22_01_08_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_3ec9190c89-59db64d6d8-363082696)

Guatemala. Le 5 septembre, deux groupes de femmes indigènes ont présenté une proposition de loi visant à protéger leurs motifs de tissage, a rapporté *Waging Nonviolence*. Les tisserandes s'inquiètent non seulement de l'exploitation des motifs traditionnels par l'industrie et de "l'appropriation des tissages indigènes dans des produits vendus par des entreprises appartenant à des Guatémaltèques non indigènes", mais aussi d'éventuelles lois sur les brevets. Comme l'explique la tisserande Ixchel Guoron Rodriguez: " Nous sommes très préoccupés par le fait qu'ils puissent breveter un dessin et que les tisserands ne puissent plus l'utiliser à l'avenir." <https://wagingnonviolence.org/2022/10/indigenous-women-guatemala-defend-weavings-from-cultural-appropriation/>

Haïti. Le Haut-Commissaire aux droits de l'homme et le Bureau intégré des Nations unies en Haïti ont publié un rapport conjoint montrant "comment les gangs armés ont utilisé le viol, y compris les viols collectifs, et d'autres formes de violence sexuelle pour susciter la peur, punir, soumettre et infliger des souffrances aux populations locales dans le but ultime d'étendre leurs zones d'influence, dans toute la zone métropolitaine de Port-au-Prince". Les gangs sont accusés d'utiliser des vidéos enregistrées de viols pour menacer les familles des victimes de payer des rançons. Le rapport est basé sur plus de 90 entretiens menés en avril et mai 2022, reflétant "des incidents survenus en 2021 et 2022." À la suite de ce rapport, le Conseil de sécurité des Nations Unies a accepté de sanctionner "les chefs de gangs accusés de violer et de terroriser la population haïtienne", rapporte *PassBlue*.

<https://www.ohchr.org/sites/default/files/2022-10/20221014-Report-on-Sexual-Violence-haiti-en.pdf> ; <https://www.passblue.com/2022/10/24/the-un-security-council-sanctions-haitian-gang-leaders-but-has-not-moved-on-a-strike-force-yet/>

L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a publié un rapport sur le nombre de personnes déplacées du fait de la violence liée aux gangs à Port-au-Prince, en utilisant les données de la matrice de suivi des déplacements de l'OIM. Les évaluations de l'OIM entre juin et août 2022 ont "identifié plus de 113 000 personnes déplacées à l'intérieur du pays", dont 96 000 dans la capitale ; 17 000 étaient toujours déplacées depuis le tremblement de terre d'août 2021.

<https://www.iom.int/news/96000-haitians-displaced-recent-gang-violence-capital-iom-report>

Inde. "L'*Intelligence Bureau* de l'Inde, la principale agence de renseignement intérieure du pays, a acheté du matériel à la société israélienne de logiciels espions NSO Group qui correspond à la description d'équipements utilisés ailleurs pour déployer le logiciel phare de la société, Pegasus, d'après des documents d'importation", a déclaré l'ONG Crime and Corruption Reporting Project. Pegasus "infecte secrètement les téléphones portables avec des logiciels de surveillance, a été déployé dans une grande variété de pays, dans de nombreux cas pour espionner les journalistes, les activistes, les politiciens de l'opposition et les dissidents".

[https://www.occrp.org/en/daily/16915-indian-spy-agency-bought-hardware-matching-equipment-used-for-pegasus?utm\\_source=newsletter&utm\\_medium=email&utm\\_campaign=context-dataveillance](https://www.occrp.org/en/daily/16915-indian-spy-agency-bought-hardware-matching-equipment-used-for-pegasus?utm_source=newsletter&utm_medium=email&utm_campaign=context-dataveillance)

Pour plus d'informations sur NSO et Pegasus, voir "Exploit Archaeology: A Forensic History of In-the-Wild NSO Group Exploits," *virusbulletin* :

<https://www.virusbulletin.com/uploads/pdf/conference/vb2022/papers/VB2022-Exploit-archaeology-a-forensic-history-of-in-the-wild-NSO-Group-exploits.pdf>

Iran. Alors que les manifestations se poursuivaient, le gouvernement a adopté des techniques de " répression numérique ", selon *The Intercept*, qui se base sur " une

mine de documents internes de l'opérateur de téléphonie mobile iranien Ariantel, notamment des années de correspondance électronique et divers documents échangés entre les employés d'Ariantel, des entrepreneurs extérieurs et le personnel du gouvernement iranien ". Ils ont révélé que l'Autorité iranienne de régulation des communications utilise un système appelé SIAM, "un programme web permettant de manipuler à distance les connexions cellulaires." Un chercheur du Citizen Lab du Canada a expliqué que "SIAM peut contrôler si, où, quand et comment les utilisateurs communiquent."

[https://theintercept.com/2022/10/28/iran-protests-phone-surveillance/?utm\\_medium=email&utm\\_source=The%20Intercept%20Newsletter](https://theintercept.com/2022/10/28/iran-protests-phone-surveillance/?utm_medium=email&utm_source=The%20Intercept%20Newsletter)

Irlande. Le gouvernement a mis en place un service en ligne "qui promet pour la première fois aux personnes adoptées nées en Irlande, quel que soit leur lieu de résidence, le droit de consulter toutes les informations que l'État détient à leur sujet, y compris le nom de leur mère biologique", rapporte le New York Times. "Il offre également un service de recherche gratuit à toute personne, y compris les mères biologiques, qui tente de retrouver des parents perdus de vue par le système d'adoption irlandais."

<https://www.nytimes.com/2022/10/07/world/europe/ireland-adoption-records.html?partner=IFTTT>

Kenya. "Les procureurs ont annoncé que 12 policiers feront face à des accusations de crimes contre l'humanité pour une répression meurtrière des manifestations post-électorales en 2017", d'après *The Guardian*. Le Procureur général (*Director of public prosecutions*) a déclaré : "Il s'agit du premier cas d'auteurs de crimes contre l'humanité inculpés en vertu du droit interne kényan en utilisant la loi sur les crimes internationaux, et également de la première poursuite pénale pour des violences sexuelles liées aux élections." La Commission nationale des droits de l'homme du Kenya "a recensé 94 décès pendant la crise, ainsi que 201 cas de violences sexuelles et plus de 300 blessures - la plupart attribuées aux forces de sécurité." Missing Voices, une ONG qui a commencé à recueillir des données en 2017, a déclaré qu'il y avait eu 1 264 décès imputables à la police depuis cette date. Le nouveau président William Ruto a annoncé avoir démantelé une unité de police accusée d'exécutions extrajudiciaires.

[https://www.theguardian.com/world/2022/oct/28/kenyan-police-charged-with-crimes-against-humanity-over-2017-crackdown?utm\\_source=substack&utm\\_medium=email](https://www.theguardian.com/world/2022/oct/28/kenyan-police-charged-with-crimes-against-humanity-over-2017-crackdown?utm_source=substack&utm_medium=email)

Libye. Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a publié un rapport sur les migrants en Libye, affirmant sans ambages que "la situation en Libye aujourd'hui est marquée par une incapacité totale à protéger les droits humains des migrants." Alors que le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés compte environ 43 000 réfugiés et demandeurs d'asile enregistrés, le rapport estime qu'il y a environ 600 000 migrants de 40 nationalités en Libye, "bien que les estimations soient difficiles à vérifier en raison de l'absence de données officielles du gouvernement." Le HCDH a déclaré qu'il "cherche à identifier, documenter et analyser les violations des droits de l'homme et les lacunes en matière de protection ayant un impact sur les migrants en Libye et dans les régions voisines, et à formuler des recommandations".

<https://www.ohchr.org/sites/default/files/2022-10/OHCHR-Report-on-assisted-return-and-reintegration.pdf>

Les ONG Organisation mondiale contre la torture (OMCT) et Libyan Anti-Torture Network (LAN) ont publié un rapport indiquant qu'elles ont collecté des informations sur "au moins 581 personnes ... tuées par des agents des forces de l'ordre et des milices entre janvier 2020 et mars 2022", d'après *Geneva Solutions*. LAN a passé deux ans à recueillir "des centaines de déclarations de témoins et de survivants dans toute la Libye." La plupart des cas - 487 sur 581 - concernaient des civils libyens, "tandis que 83 victimes étaient des migrants, des demandeurs d'asile ou des réfugiés de diverses nationalités, notamment des Nigériens, des Soudanais et des Syriens. Il y a

également 11 cas documentés de corps retrouvés dans des fosses communes à Tarhouna." Pour en savoir plus sur Tarhouna, voir *SAHR News* 2021-05.

[https://genevasolutions.news/peace-humanitarian/libya-torture-and-killings-of-civilians-by-law-enforcement-endemic?utm\\_source=newsletter&utm\\_medium=email](https://genevasolutions.news/peace-humanitarian/libya-torture-and-killings-of-civilians-by-law-enforcement-endemic?utm_source=newsletter&utm_medium=email)

**Mexique.** "L'organisation mexicaine de défense des droits numériques R3D ... a identifié des infections de Pegasus touchant des journalistes et [...] un défenseur des droits de l'homme entre 2019 et 2021. Le Citizen Lab a apporté un soutien technique à l'analyse de R3D et a confirmé les infections", rapporte *animalpolitico*.

[https://www.animalpolitico.com/2022/10/sedena-software-espia-periodistas-defensores-derechos-humanos/?utm\\_source=substack&utm\\_medium=email](https://www.animalpolitico.com/2022/10/sedena-software-espia-periodistas-defensores-derechos-humanos/?utm_source=substack&utm_medium=email)

<https://citizenlab.ca/2022/10/new-pegasus-spyware-abuses-identified-in-mexico/>

"De nouvelles preuves cruciales" présentées par la Commission de vérité du gouvernement mexicain dans son rapport d'août 2022 sur les 43 étudiants d'une école normale rurale d'Ayotzinapa disparus depuis 2014 "n'ont pas pu être vérifiées comme réelles", a déclaré le chef de la Commission de vérité au *New York Times*. La preuve douteuse est une série de 467 captures d'écran de messages WhatsApp fournis par "une source unique" et "prétendument envoyés en 2014 par des criminels, des membres de l'armée et d'autres fonctionnaires précédemment impliqués dans l'enlèvement." Le *Times* a déclaré : "Cet aveu extraordinaire - ainsi qu'un examen des documents gouvernementaux, un enregistrement non divulgué auparavant et des entretiens avec plusieurs personnes impliquées dans l'enquête - montrent comment la hâte du gouvernement à fournir des réponses a entraîné une série de faux pas : une commission de vérité qui s'est appuyée sur des preuves non fondées et une enquête criminelle qui a bâclé la poursuite de principaux suspects." Pour le contexte, voir *Les Nouvelles de la SAHR* 2022-03.

[https://www.nytimes.com/2022/10/26/world/americas/mexico-igualta-missing-kidnapped-students.html?unlocked\\_article\\_code=-LfwEx48aM2Bic6Q91JGH6avf47Oue5 IPTm98PU91BkDnqP-s5LeRLfqkKmXCTHDvGOKw3lu06hb0ZcFqF4n7q39lItI9tmmYqHack5iPtGfoRYJRJiAxfK-Uc2PFaU6xA5ES3qjWrQyR1SaSiyggdQitFdsVkdTl1rddlvz-oergVWEa99qj-qp\\_yoLSZFfY6RrXuXZcueDyBgCavXkXamr9Xq3TEBbNuBkPz\\_n76JbDgLOJNaHKIhz\\_3H21JgKkzbxDHSrbvjCrg5mCibRFRRe1QhSFuRd8D7oni8iCoW3NGebVwzhdvDgs3TWHORa\\_iBhUPZfq06Y42x1UWXHR6Gm75ZQ-5UcKLikvaOQ6Nn7ezf6aAXX5po&smid=em-share](https://www.nytimes.com/2022/10/26/world/americas/mexico-igualta-missing-kidnapped-students.html?unlocked_article_code=-LfwEx48aM2Bic6Q91JGH6avf47Oue5 IPTm98PU91BkDnqP-s5LeRLfqkKmXCTHDvGOKw3lu06hb0ZcFqF4n7q39lItI9tmmYqHack5iPtGfoRYJRJiAxfK-Uc2PFaU6xA5ES3qjWrQyR1SaSiyggdQitFdsVkdTl1rddlvz-oergVWEa99qj-qp_yoLSZFfY6RrXuXZcueDyBgCavXkXamr9Xq3TEBbNuBkPz_n76JbDgLOJNaHKIhz_3H21JgKkzbxDHSrbvjCrg5mCibRFRRe1QhSFuRd8D7oni8iCoW3NGebVwzhdvDgs3TWHORa_iBhUPZfq06Y42x1UWXHR6Gm75ZQ-5UcKLikvaOQ6Nn7ezf6aAXX5po&smid=em-share)

**Myanmar.** L'ONG Business & Human Rights Resource Centre (BHRRRC) "surveille l'augmentation significative des violations des droits de l'homme et du travail des ouvriers de l'industrie du vêtement dans tout le pays depuis la prise du pouvoir par les militaires" le 1er février 2021. Le BHRRRC a recensé, au 5 octobre, "100 cas de violations présumées du travail et des droits de l'homme perpétrées à l'encontre d'au moins 60 800 travailleurs de l'industrie du vêtement, révélant des abus généralisés et systémiques à l'encontre des ouvriers de l'industrie du vêtement dans les chaînes d'approvisionnement des marques internationales" dans 70 usines "produisant pour au moins 33 marques de mode et détaillants mondiaux", dont des noms célèbres comme Adidas, C&A, Zara, GUESS et H&M.

<https://www.business-humanrights.org/en/big-issues/labour-rights/myanmar-garment-worker-allegations-tracker/>

Une déclaration publiée par des prisonniers politiques de la prison d'Insein à Yangon et rendue d'une certaine manière publique "a révélé les noms de fonctionnaires et d'employés impliqués dans des actes de torture et des violations des droits des prisonniers d'opinion", rapporte *The Irrawaddy*. Selon la déclaration, "environ 5 % des prisonniers politiques arrêtés depuis le coup d'État ont été handicapés à vie par les tortures brutales infligées par la junte". Elle demande que des enquêtes soient menées par le Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme et d'autres "agences internationales".

<https://www.irrawaddy.com/news/burma/myanmar-political-prisoners-issue-list-of-torturers-in-juntas-insein-jail.html>

Paraguay. Dans une déclaration de fin de mission, le rapporteur spécial des Nations unies sur les substances toxiques et les droits de l'homme a exprimé son "extrême préoccupation" face à la désinformation qui se propage au sujet de l'accord d'Escazu (accord régional sur l'accès à l'information, la participation du public et l'accès à la justice en matière d'environnement en Amérique latine et dans les Caraïbes), que le Paraguay a signé mais que le pouvoir exécutif a maintenant soustrait à l'approbation du Sénat. Il s'est également dit "particulièrement préoccupé par le manque de respect des décisions du Comité des droits de l'homme" et par le fait que "les communautés n'ont pas reçu de mesures de réparation et de respect des décisions... [et] que des produits agrochimiques toxiques continuent d'être répandus autour de ces communautés". Il a noté que le gouvernement n'a pas la capacité de mesurer les polluants émis dans l'air et manque donc d'informations sur la qualité de l'air ambiant ; il ne dispose pas de rapports réels sur la production de déchets dangereux ; et il manque de données "telles qu'un recensement agricole actualisé, qui serait nécessaire à l'information de politiques efficaces" pour gérer l'utilisation des pesticides dans le pays.

<https://www.ohchr.org/sites/default/files/documents/issues/toxicwaste/2022-10-14/EOM-Statement-SR-Toxics-Paraguay-14-Oct-2022-EN.pdf>

Russie. Le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies a décidé "de nommer un rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme dans la Fédération de Russie pour une période d'un an, et demande au titulaire de ce mandat de surveiller la situation des droits de l'homme dans la Fédération de Russie, de recueillir, d'examiner et d'évaluer les informations pertinentes provenant de toutes les parties prenantes" et de fournir un rapport dans un an.

<https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G22/520/25/PDF/G2252025.pdf?OpenElement>

Afrique du Sud. "Tests ADN défectueux et politiques défailtantes : les victimes de viols en Afrique du Sud toujours laissées pour compte" à la une de *PassBlue*. Selon les chiffres de l'ONG World Population Review, l'Afrique du Sud a l'un des taux de viols les plus élevés au monde, "bien que les experts reconnaissent qu'il est difficile d'évaluer de tels chiffres, étant donné les définitions très variables du viol d'un pays à l'autre et la prévalence des cas sous-déclarés par les victimes pour éviter la stigmatisation". Le nombre de viols signalés était d'environ 72,1 viols pour 100 000 personnes en 2019-2020, selon les services de police sud-africains." Un autre problème, selon la Direction indépendante d'enquête sur la police sud-africaine du gouvernement, est que "depuis 2012, des policiers sud-africains ont été accusés d'avoir commis près de 1 000 viols, dont certains se seraient produits pendant la garde à vue."

<https://www.passblue.com/2022/10/17/faulty-dna-testing-and-politics-continue-to-fail-south-africas-rape-victims/?highlight=%22South%20Africa%20rape%22>

Espagne. Sous le régime de Francisco Franco (1939-1975), des nouveau-nés étaient enlevés dans les hôpitaux d'Espagne, en particulier des enfants de femmes célibataires ou pauvres, et vendus à des parents catholiques aisés, explique *The New York Times*. L'article présente une femme qui a finalement retrouvé sa mère biologique, malgré "de faux papiers postérieurs à sa naissance" et des juges qui, lorsque des affaires d'enlèvement présumé étaient portées devant les tribunaux, "archivaient simplement les affaires les unes après les autres, en invoquant la prescription".

[https://www.nytimes.com/2022/09/27/magazine/spain-stolen-babies.html?campaign\\_id=190&emc=edit\\_ufn\\_20221005&instance\\_id=73767&nl=updates-from-the-newsroom&regi\\_id=50599369&segment\\_id=109054&te=1&user\\_id=8fcd7efd9e9d6389b9f914ad34a5948d](https://www.nytimes.com/2022/09/27/magazine/spain-stolen-babies.html?campaign_id=190&emc=edit_ufn_20221005&instance_id=73767&nl=updates-from-the-newsroom&regi_id=50599369&segment_id=109054&te=1&user_id=8fcd7efd9e9d6389b9f914ad34a5948d)

Sri Lanka. Le Conseil des droits de l'homme des Nations unies a reconnu "l'importance de préserver et d'analyser les éléments de preuve relatifs aux violations et aux abus des droits de l'homme et aux crimes connexes au Sri Lanka en vue de faire progresser l'obligation de rendre des comptes" et a décidé "d'étendre et de renforcer la capacité du Haut-Commissariat à collecter, consolider, analyser et préserver les informations et les éléments de preuve et à élaborer des stratégies possibles pour

les futurs processus de responsabilisation en cas de violations flagrantes des droits de l'homme ou de violations graves du droit humanitaire international au Sri Lanka".

<https://www.unognewsroom.org/story/en/1483/hrc51-vote-on-promoting-reconciliation-accountability-and-human-rights-in-sri-lanka-06-october-2022>

Syrie. L'ONG Association of Detainees & the Missing in Sednaya Prison a publié un rapport intitulé "The Administrative Structure and Organizational Ties of Sednaya Prison" (« La structure administrative et les liens organisationnels de la prison de Sednaya »). Constatant qu'il n'était pas "possible de rechercher des informations sur cette prison dans les archives officielles de l'État" et émettant l'hypothèse que de toute façon "de telles archives ne contiendraient pas beaucoup d'informations utiles sur la gestion de cette prison étant donné la nature des opérations internes à Sednaya ; ces opérations dépendent dans une large mesure d'ordres émis à l'oral, de codes écrits ou de camouflage", d'après des informations tirées d'entretiens individuels. Les auteurs du rapport ont réussi à obtenir des entretiens avec d'anciens membres du personnel de la prison ; ils ont encodé les données, ce qui a permis d'effectuer des vérifications et des analyses sur la base de références croisées.

[https://www.admsp.org/wp-content/uploads/2022/10/The-Administrative-Structure-and-Organizational-Ties-of-Sednaya-Prison-30\\_SEP\\_2022.pdf](https://www.admsp.org/wp-content/uploads/2022/10/The-Administrative-Structure-and-Organizational-Ties-of-Sednaya-Prison-30_SEP_2022.pdf)

L'ONG Syria Justice and Accountability Centre (SJAC) a publié "Leave No Traces" (Ne laissez pas de traces). "Fin 2021, un militant syrien des médias (la source) de la banlieue de Damas (mais vivant actuellement hors de Syrie) a contacté SJAC au sujet d'une collection de vidéos et de photos en sa possession qui montrent l'exécution, l'incinération et l'enterrement de détenus. Il a déclaré que les vidéos ont été trouvées à l'origine sur un téléphone et un ordinateur portables appartenant à un groupe de forces gouvernementales syriennes, qui ont été prises en embuscade ... à Daraa par un groupe armé de l'opposition". La source a acheté l'ordinateur portable à un membre de la brigade qui l'a pris dans la voiture de l'une des personnes tombées dans l'embuscade. Le SJAC dispose maintenant de documents de source ouverte et de terrain qui lient les membres de la 9e Division à la torture et à l'exécution sommaire de combattants et de civils ayant fait défection, ainsi que de photographies de l'unité brûlant les corps.

[https://syriaaccountability.org/leave-no-traces/?utm\\_source=SJAC+Weekly+Update&utm\\_campaign=40ace112d1-EMAIL\\_CAMPAIGN\\_2019\\_01\\_10\\_02\\_56https://syriaaccountability.org/leave-no-traces/?utm\\_source=SJAC&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_0a7405c641-40ace112d1-96428969](https://syriaaccountability.org/leave-no-traces/?utm_source=SJAC+Weekly+Update&utm_campaign=40ace112d1-EMAIL_CAMPAIGN_2019_01_10_02_56https://syriaaccountability.org/leave-no-traces/?utm_source=SJAC&utm_medium=email&utm_term=0_0a7405c641-40ace112d1-96428969)

Turquie. La police turque a perquisitionné les domiciles et les bureaux des reporters des agences de presse kurdes dans six villes et a arrêté au moins dix journalistes kurdes, d'après BIRN. BIRN cite *The Mezopotamya News Agency* qui déclare : "La police a confisqué des ordinateurs, des cahiers, des journaux, des magazines kurdes, des cartes d'identité et plus de 100 livres trouvés dans une maison."

<https://balkaninsight.com/2022/10/25/turkish-police-swoop-on-kurdish-journalists-in-dawn-raids/>

Ouganda. Lors de la publication d'un "rapport d'étude sur les réparations pour les survivants de la rébellion armée et de la violence sexuelle dans la région du nord", le ministre de la Justice et des Affaires constitutionnelles "a appelé à la création d'un registre national pour les victimes de guerre", rapporte le *Monitor* (Ouganda). Presque simultanément, les ONG International Center for Transitional Justice, Women's Advocacy Network et Global Survivors Fund ont publié un rapport sur les "besoins de justice réparatrice" des victimes de violences sexuelles liées au conflit. Le rapport est "basé sur une recherche de terrain comprenant des entretiens et des discussions de groupe", ainsi que sur des rapports antérieurs d'ONG, "des documents politiques, des décisions judiciaires et des commentaires universitaires". Le rapport n'a pas "cherché à établir le nombre total de victimes", mais, de même que celui du gouvernement, il estime que plus de 25 000 jeunes femmes et filles ont été enlevées par l'Armée de résistance du Seigneur entre 1987 et 2006.

<https://www.monitor.co.ug/uganda/news/national/mao-calls-for-registry-of-war-victims-3991442>;

<https://www.ictj.org/latest-news/new-study-calls-reparations-victims-conflict-related-sexual-violence-uganda>

Ukraine. Après que ses messages de soutien à l'invasion russe sur un "réseau social interdit aient attiré l'attention des services de sécurité du pays", une femme de Tcherkassy a été arrêtée, jugée et condamnée à dix ans de prison pour trahison. En revanche, un homme qui "a échangé avec sa fille des cartes sur son téléphone montrant l'emplacement des forces armées ukrainiennes" mais a juré qu'il ne voulait pas nuire a été poursuivi ; toutefois, le service de sécurité et l'homme ont convenu

"d'une peine de cinq ans avec sursis, assortie d'une période probatoire de trois ans", écrit *justiceinfo.net*.

[https://www.justiceinfo.net/en/108184-ukraine-from-classroom-to-prison-one-click.html?mc\\_cid=550cc452ea&mc\\_eid=cac5f32aeb;](https://www.justiceinfo.net/en/108184-ukraine-from-classroom-to-prison-one-click.html?mc_cid=550cc452ea&mc_eid=cac5f32aeb)  
<https://www.justiceinfo.net/en/108007-ukraine-trial-ordinary-citizen-betrayed-by-phone.html>

Émirats arabes unis. Une nouvelle loi visant à protéger les travailleurs domestiques entrera en vigueur le 15 décembre. Parmi ses dispositions figure le droit d'une personne à recevoir une copie de son contrat de travail, rapporte *Al Monitor*.

[https://www.al-monitor.com/originals/2022/10/uae-touts-new-domestic-workers-law?utm\\_medium=email&utm\\_campaign=business%20newsletter%20101222%20October%2012%202022%20118&utm\\_content=business%20newsletter%20101222%20October%2012%202022%20118+CID\\_b7cb355f19dab4cffb2b2b16ace207b&utm\\_source=campmgr&utm\\_term=Domestic%20Helper%20Law](https://www.al-monitor.com/originals/2022/10/uae-touts-new-domestic-workers-law?utm_medium=email&utm_campaign=business%20newsletter%20101222%20October%2012%202022%20118&utm_content=business%20newsletter%20101222%20October%2012%202022%20118+CID_b7cb355f19dab4cffb2b2b16ace207b&utm_source=campmgr&utm_term=Domestic%20Helper%20Law)

Royaume-Uni. Des évaluateurs des archives de l'Église d'Angleterre ont trouvé 383 cas d'abus "d'adultes et d'enfants vulnérables par des membres du clergé, des responsables de l'Église et des bénévoles", rapporte *BBC News*. "Les cas vont des erreurs de partage d'informations à ceux qui auraient dû être transmis à la police". La BBC n'a pas précisé la période couverte par le rapport.

<https://www.bbc.com/news/uk-63144354>

États-Unis. Le Bureau de la politique scientifique et technologique de la Maison Blanche a publié "The Blueprint for an AI Bill of Rights" (L'ébauche d'une charte des droits de l'IA), identifiant cinq principes qui devraient "guider la conception, l'utilisation et le déploiement de systèmes automatisés pour protéger le public américain à l'ère de l'intelligence artificielle." Le projet de charte est accompagné d'un manuel destiné à toute personne cherchant à intégrer ces protections dans les politiques et les pratiques.

<https://www.whitehouse.gov/ostp/ai-bill-of-rights/>

En vertu des règles fédérales entrées en vigueur le 6 octobre, "les organismes de soins de santé doivent donner aux patients un accès illimité à l'intégralité de leurs dossiers médicaux au format numérique", d'après STAT.

[https://www.statnews.com/2022/10/06/health-data-information-blocking-records/?utm\\_source=STAT+Newsletters&utm\\_campaign=434303506e-MR\\_COPY\\_01&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_8cab1d7961-434303506e-149736437](https://www.statnews.com/2022/10/06/health-data-information-blocking-records/?utm_source=STAT+Newsletters&utm_campaign=434303506e-MR_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_8cab1d7961-434303506e-149736437)

La "mission du Département de la sécurité intérieure pour lutter contre la désinformation, issue des préoccupations autour de l'influence russe dans l'élection présidentielle de 2016, s'est concrétisée pendant l'élection de 2020, et avec les efforts pour cadrer les débats autour de la politique vaccinale pendant la pandémie de coronavirus. Les documents recueillis par *The Intercept* auprès de diverses sources, notamment des responsables actuels et des rapports accessibles au public, révèlent l'évolution de mesures plus actives de la part du DHS." Ils signalent qu'il existe "un processus formel permettant aux représentants du gouvernement de signaler directement des contenus sur Facebook ou Instagram et de demander qu'ils soient freinés ou supprimés par le biais d'un portail Facebook spécial qui nécessite un courriel du gouvernement ou des forces de l'ordre pour être utilisé".

[https://theintercept.com/2022/10/31/social-media-disinformation-dhs/?utm\\_medium=email&utm\\_source=The%20Intercept%20Newsletter](https://theintercept.com/2022/10/31/social-media-disinformation-dhs/?utm_medium=email&utm_source=The%20Intercept%20Newsletter)

La Cour suprême des États-Unis "a refusé de réexaminer les affaires dites 'insulaires', une série de cas jugés au début des années 1900, tristement célèbres aujourd'hui pour leur fondement raciste", rapporte *NPR*. L'affaire a été portée devant la Cour par trois personnes des Samoa américaines qui n'ont pas obtenu la citoyenneté américaine à la naissance, bien qu'elles soient originaires d'une "possession" (territoire) américaine. Le gouvernement des Samoa américaines "est intervenu dans l'affaire pour faire valoir que la citoyenneté américaine de naissance pour les Samoans américains compromettrait la capacité de l'île à s'autogouverner et à maintenir son autonomie culturelle".

<https://www.npr.org/2022/10/17/1128918500/supreme-court-insular-cases>

Des entrepreneurs privés sont accusés de pratiques de travail abusives sur les bases militaires américaines, selon *NBC News*, qui avec ses partenaires - le Consortium international des journalistes d'investigation, le *Washington Post* et Arab Reporters for Investigative Journalism - a

interrogé des employés en activité et anciens d'entrepreneurs sur des bases militaires. *NBC* a également utilisé des dépositions devant le Congrès, des rapports des ministères de la Justice et de la Défense, des déclarations de la Securities and Exchange Commission et d'autres documents "pour révéler quelles entreprises étaient accusées de trafic de travailleurs ou considérées comme en ayant organisé la traite." Les dossiers du département d'État ont montré que, de 2017 à 2021, "l'armée elle-même a pris des mesures dans 176 incidents de violations du travail par des entrepreneurs et des sous-traitants militaires", et le département de la Justice a constaté qu'il y avait "des violations fondées impliquant plus de 900 travailleurs au cours du seul exercice 2020." Les noms des entreprises ayant commis des violations doivent être saisis dans une base de données fédérale, mais le Government Accountability Office des États-Unis a signalé l'année dernière que les agents contractuels militaires ne saisissaient pas les données et qu'"au moins 10 entreprises ayant commis des violations avérées du trafic depuis 2007 ont reçu des milliards de dollars de nouveaux contrats gouvernementaux. "

[https://www.nbcnews.com/news/world/private-contractors-are-accused-abusive-labor-pracCompanies-violating-the-regulationstices-us-military-ba-rcna52110?cid=sm\\_npd\\_nn\\_tw\\_ma&fbclid=IwAR1gre2aKYogzUHqTifJWb9fDLDO-iGdj-yLpNERAXxTk0xyPJGVTvgF\\_cE](https://www.nbcnews.com/news/world/private-contractors-are-accused-abusive-labor-pracCompanies-violating-the-regulationstices-us-military-ba-rcna52110?cid=sm_npd_nn_tw_ma&fbclid=IwAR1gre2aKYogzUHqTifJWb9fDLDO-iGdj-yLpNERAXxTk0xyPJGVTvgF_cE)

États-Unis/Louisiane. L'Agence américaine de protection de l'environnement a déclaré à l'État de Louisiane qu'elle "doit examiner comment les pollueurs mettent en péril la santé des résidents noirs", rapportent *ProPublica* et *Grist*. L'agence a constaté que les résidents noirs du sud-est de la Louisiane courent un risque de cancer disproportionné en raison de la pollution atmosphérique industrielle, les enfants d'une école primaire à prédominance noire ayant été exposés à un dangereux agent cancérigène [le chloroprène] à des niveaux 11 fois supérieurs à ce que l'EPA considère comme acceptable", même si "à certains moments au cours des dernières années, les échantillons d'air prélevés par l'EPA dans la cour de l'école ont révélé des concentrations jusqu'à 83 fois supérieures à recommandation acceptable".

<https://www.epa.gov/system/files/documents/2022-0/2022%2010%2012%20Final%20Letter%20LDEQ%20LDH%2001R-22-R6%2C%2002R-22-R6%2C%2004R-22-R6.pdf>;[https://undark.org/2022/10/25/epa-cites-environmental-racism-in-louisianas-cancer-alley/?utm\\_source=Undark%3A+News+%26+Updates&utm\\_campaign=87fad6d448-RSS\\_EMAIL\\_CAMPAIGN&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_5cee408d66-87fad6d448-176036617](https://undark.org/2022/10/25/epa-cites-environmental-racism-in-louisianas-cancer-alley/?utm_source=Undark%3A+News+%26+Updates&utm_campaign=87fad6d448-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_5cee408d66-87fad6d448-176036617)

États-Unis/Pennsylvanie. En 2014, l'État "a élargi la liste des professionnels tenus de signaler les cas d'enfants potentiellement en danger, a élargi la définition de ce qui constitue un abus et a augmenté les sanctions pénales pour ceux qui ne le signalent pas." *NBC News* et *ProPublica* ont enquêté sur les résultats de ces changements. En utilisant les données de l'État et du gouvernement fédéral, ils ont constaté qu'"un flot de rapports non fondés a suivi, submergeant les agences de protection de l'enfance locales et étatiques. La vaste expansion du filet de protection de l'enfance a piégé des dizaines de milliers de parents innocents, touchant de manière disproportionnée les familles de couleur vivant dans la pauvreté. Si les conséquences involontaires et coûteuses sont évidentes, rien ne prouve que les réformes ont permis d'éviter les cas d'abus les plus graves.

[https://www.propublica.org/article/mandatory-reporting-strains-systems-punishes-poor-families?utm\\_source=email&utm\\_medium=editorial&utm\\_content=news&utm\\_campaign=221012](https://www.propublica.org/article/mandatory-reporting-strains-systems-punishes-poor-families?utm_source=email&utm_medium=editorial&utm_content=news&utm_campaign=221012)

## **Publications.**

2022 *WJP Rule of Law Index*, World Justice Project: <https://worldjusticeproject.org/rule-of-law-index/>

Maya Sabatello, Daphne O. Martschenko, Mildred K. Cho, Kyle B. Brothers, "Data sharing and community-engaged research," *Science*: <https://www.science.org/doi/10.1126/science.abq6851>

Shayan Sardarizadeh, "Simple Tips for Verifying if a Tweet Screenshot is Real or Fake," Global Investigative Journalism Network: <https://gijn.org/2022/10/04/simple-tips-for-verifying-if-a-tweet-screenshot-is-real-or-fake/>

Gerben Zaagsma, "Digital History and the Politics of Digitization," Digital Scholarship in the Humanities: <https://doi.org/10.1093/llc/fqac050>

N'hésitez pas à nous faire part de vos nouvelles ! [trudy@trudypeterson.com](mailto:trudy@trudypeterson.com)

Pour consulter les numéros précédents, voir <https://www.ica.org/en/sahr-newsletters>

La Section des archives et des droits de l'homme est reconnaissante au magazine d'archives italien en ligne *Il Mondo degli Archivi* de s'occuper de la distribution des *SAHR News*. Pour vous abonner aux *News*, saisissez les informations requises sur le formulaire que vous trouverez ici : <https://anai.us13.list-manage.com/subscribe?u=5942a8a83f3023c6a5a63139e&id=324882c3f7>

Cette Newsletter est publiée sous une licence Creative Commons. N'hésitez pas à la faire circuler et à la réutiliser à des fins non commerciales.